



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



192, rue Main, CP 12015, Ottawa ON K1S 3M1 Canada Tél. : 613 670 1115 Courriel : office@taxfairness.ca

6 août 2014

Éliminer les échappatoires fiscales, s'attaquer aux paradis fiscaux et éliminer les réductions d'impôts

Mémoire au Comité permanent des finances

Consultations prébudgétaires de 2014

Notre mémoire traite du thème de l'amélioration des régimes de réglementation et fiscaux du Canada. Le gouvernement fédéral doit augmenter ses recettes pour disposer des ressources dont il a besoin pour réduire l'inégalité du revenu et la pauvreté, stimuler les investissements dans l'infrastructure sociale et physique et s'attaquer aux changements climatiques. Pour ce faire, le gouvernement peut : 1) ne plus appliquer de réductions d'impôts injustes et inefficaces; 2) éliminer les échappatoires fiscales injustes et inefficaces; et 3) s'attaquer aux particuliers et aux entreprises qui utilisent des paradis fiscaux pour éviter de payer leur juste part de l'assiette fiscale.

1) Plus de réductions d'impôts

On s'attend à ce que le ministre des Finances déclare un surplus dans le prochain budget fédéral et annonce d'autres réductions d'impôts. Mais avant d'envisager d'autres réductions d'impôts, le gouvernement devrait évaluer ce que les réductions d'impôts précédentes, qui totalisent 43 milliards de dollars par année depuis 2006ⁱ, ont accompli quant à la réalisation des objectifs économiques et sociaux qu'ils devaient atteindre avant de pratiquer d'autres réductions de l'impôt.

Tout prêté à penser que les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés n'ont pas stimulé l'investissement ou la création d'emplois. Jim Stanford démontre de façon convaincante, dans son chapitre de *The Great Revenue Robbery*, que les dépenses d'investissement des entreprises au Canada ont diminué depuis que le gouvernement fédéral a commencé à réduire les impôts sur le revenu des sociétésⁱⁱ. Selon Statistique Canada, 630 milliards de dollars dorment dans les réserves de trésorerie, ceux-ci ne sont pas investis pour créer des emplois. Un nombre beaucoup plus élevé d'emplois aurait pu être créé si le gouvernement avait conservé ces fonds et les avait investis dans l'infrastructure et les services publics comme le prétend une étude réalisée par Finances Canada qui montre que les dépenses dans l'infrastructure ont un effet multiplicateur de 1,6.

Bon nombre des crédits d'impôt « à la pièce » n'ont pas produit les résultats visés. On n'a qu'à penser aux crédits d'impôt pour la condition physique des enfants dont ont bénéficié de façon disproportionnée les familles à revenu plus élevé. Selon une étude de l'Université de l'Alberta, ce crédit n'a guère encouragé la participation des jeunes à des activités sportivesⁱⁱⁱ.

Le Bureau du directeur parlementaire du budget a publié un rapport sur les réductions d'impôts^{iv} ce printemps. Les manchettes prétendent que les contribuables moyens sont ceux qui ont le plus profité en épargnes fiscales des 30 milliards de dollars en pourcentage de leur revenu. Un examen attentif des constatations montre cependant qu'en dollars absolus, les plus riches ont obtenu un avantage disproportionné. Les contribuables de la fourchette supérieure des 20 % ont obtenu 10,9 milliards de dollars, ou 36 % du total, alors que ceux de la fourchette des 20 % inférieure ont obtenu 1,9 milliard de dollars ou seulement 6 %. Dans le portefeuille des contribuables, cela représente un gain de 500 \$ pour les personnes appartenant à la fourchette des 20 % inférieure et un gain de 2 000 \$ pour les personnes appartenant à la fourchette des 20 % supérieure.

Qu'avons-nous obtenu en contrepartie de ces réductions fiscales si ce n'est que quelques dollars de plus dans nos poches? Le gouvernement prétend que les réductions d'impôts stimulent la consommation, l'investissement et la création d'emplois. Peu de données semblent appuyer cette assertion. Alors que les Canadiens touchant un revenu moyen et inférieur sont susceptibles de dépenser cet argent supplémentaire, les riches ont tendance à déposer leurs épargnes, et ont ainsi la part du lion. En regard de cela, il s'avère que les réductions d'impôts sont l'une des façons les moins efficaces de stimuler l'économie.

Étant donné les observations sans équivoque qui montrent que les réductions d'impôts ont été injustes et inefficaces, il est tout à fait farfelu d'envisager le fractionnement du revenu des familles dans le prochain budget fédéral. Une analyse réalisée par Kathleen Lahey^v, professeure de droit de l'Université Queen's, montre que près de 30 % de l'avantage rattaché au fractionnement du revenu profiterait au premier 10 % des familles au sommet de la fourchette de revenu, dont les revenus excèdent 170 600 \$. Si le soutien aux familles est l'objectif véritable, il serait grandement préférable de financer des services de garde de qualité.

2) Éliminer les échappatoires fiscales injustes et inefficaces

Bon nombre des échappatoires ou des allègements fiscaux profitent de façon disproportionnée aux mieux nantis et augmentent l'inégalité du revenu. Ils rendent aussi le régime fiscal plus complexe, de sorte qu'il est difficile pour un contribuable ordinaire de connaître toutes les déductions et les avantages fiscaux auxquels il pourrait avoir droit sans l'aide d'un professionnel de la fiscalité.

Bon nombre des contribuables les plus riches paient beaucoup moins que ce que devrait exiger leur tranche de revenu parce qu'ils sont capables d'utiliser toutes les échappatoires fiscales pour réduire les impôts qu'ils paient. Bien que le taux d'imposition marginal le plus élevé au fédéral soit actuellement de 29 %, le taux moyen d'imposition du revenu effectif payé par les 1 % les plus riches était de 19,7 % en 2008^{vi}. La plupart des gens très fortunés embauchent des comptables et des gestionnaires de patrimoine pour procéder à une « planification fiscale

agressive ». Quelques-uns franchissent la limite de « l'évitement fiscal » légal et procèdent à une évasion fiscale illégale en dissimulant leur richesse dans des paradis fiscaux opaques et extraterritoriaux.

Les deux étapes les plus importantes que pourrait prendre le gouvernement pour rendre notre système fiscal plus équitable seraient d'éliminer les échappatoires fiscales injustes et inefficaces et de s'attaquer au problème de l'évasion fiscale facilitée par les paradis fiscaux.

L'échappatoire fiscale la plus injuste est la **déduction associée à l'option d'achat d'actions** qui permet aux cadres et aux administrateurs les mieux rémunérés d'une société de payer la moitié du taux d'impôt sur leur rémunération qu'ils reçoivent sous forme d'options d'achat d'actions. Cette politique exacerbe le problème de l'inégalité du revenu croissante alors que les gouvernements devraient faire davantage pour l'éliminer.

Selon *Dépenses fiscales et évaluations 2012*^{vii} publié par le ministère des Finances, la déduction pour option d'achat d'actions coûte au gouvernement fédéral 785 millions de dollars chaque année. Si l'on additionne à ce nombre les pertes des gouvernements provinciaux, celles-ci atteignent 1 milliard de dollars.

Comment pouvons-nous justifier le fait que nous subventionnons le revenu des Canadiens les mieux nantis pour ensuite prétendre que nous n'avons pas les ressources pour mettre fin à la pauvreté infantile ou pour assurer un approvisionnement en eau potable pour les collectivités autochtones?

Canadiens pour une équité fiscale équitable recommande aussi d'imposer le revenu des gains en capital comme un revenu d'emploi, cette mesure fiscale coûte au gouvernement plus de 4 milliards de dollars en perte de revenu de l'impôt sur le revenu des particuliers et 4,6 milliards de dollars en revenu de l'impôt sur le revenu des sociétés. Ces avantages profitent largement aux Canadiens appartenant aux tranches de revenu supérieures, ce qui exacerbe d'autant l'inégalité économique.

3) Faire plus pour s'attaquer aux paradis fiscaux

Nous saluons les mesures que le gouvernement a prises pour s'attaquer aux paradis fiscaux dans les deux derniers budgets fédéraux, y compris la mise en œuvre du Programme de dénonciateur de l'inobservation fiscale à l'étranger qui offre une récompense pour toute information fournie sur les évasions fiscales majeures perpétrées à l'aide de paradis fiscaux et la mise sur pied d'une unité spéciale à l'Agence de revenu du Canada pour travailler sur l'évasion fiscale internationale et l'évitement fiscal agressif.

Il faut accomplir beaucoup plus, car l'utilisation des paradis fiscaux continue de s'accroître. La valeur de l'argent canadien dissimulé dans 10 paradis fiscaux extraterritoriaux a atteint 170 milliards de dollars en 2013 selon les données de Statistique Canada diffusées en avril 2014. C'est 15 milliards de plus qu'en 2012^{viii}.

Le gouvernement devrait fournir au directeur parlementaire du budget les données dont il a besoin pour achever un rapport sur l'écart fiscal, et faire de la chasse à l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux une priorité de premier ordre de l'Agence de revenu du Canada (plutôt que de vérifier les organismes à but non lucratif qui sont cruciaux pour les politiques gouvernementales) et appuyer le projet de loi C-621, qui faciliterait la tâche du gouvernement et des tribunaux de sévir à l'endroit des sociétés qui utilisent des filiales dans les paradis fiscaux pour transférer les bénéfices et éviter de payer leur juste part d'impôts. Les sociétés doivent être en mesure de prouver qu'une transaction a un objectif économique autre que de réduire le montant de l'impôt payable.

4) Il faut plus de revenus pour réduire l'inégalité du revenu et la pauvreté, stimuler les investissements dans l'infrastructure sociale et physique et s'attaquer aux changements climatiques.

La raison pour laquelle nous sommes contre les réductions de l'impôt et en faveur de l'élimination des échappatoires fiscales et des paradis fiscaux est que le gouvernement n'a pas les ressources nécessaires pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs auxquels il est confronté. Les problèmes de l'inégalité croissante, de la détérioration de l'infrastructure sociale et physique et le changement climatique exigent que le gouvernement passe à l'action. Les particuliers, quant à eux, ne peuvent faire que très peu pour relever ces défis.

La réduction de l'inégalité du revenu serait l'une des façons les plus efficaces de stimuler notre économie comme le suggère un rapport récent de Standard and Poor^{ix} et *Le Capital au XXI^e siècle est un livre d'économie* de Thomas Piketty. Des politiques fiscales plus justes contribueraient non seulement à accroître les recettes pour financer un plan de réduction de la pauvreté, mais elles permettraient également de combler l'écart de revenu en imposant davantage les riches.

La qualité et l'accessibilité aux programmes canadiens de la santé, d'éducation et sociaux comme la Sécurité de la vieillesse et l'assurance-emploi se sont érodées de façon considérable, et devraient être frappées encore plus fort lorsque les réductions complètes des transferts en santé et l'augmentation de l'âge d'admissibilité à la SV entreront en ligne de compte. Ces programmes sociaux ont été déterminants pour notre qualité de vie élevée et ont aussi contribué à stabiliser les cycles économiques haussiers et baissiers.

Il est tout aussi impératif de prendre des mesures pour lutter contre la détérioration de notre infrastructure physique et améliorer nos réseaux de transport en commun. Les changements climatiques causent des événements météorologiques plus graves comme des inondations, auxquels notre infrastructure vieillissante ne peut tout simplement pas résister. Un investissement énorme est requis pour atténuer les effets des changements climatiques. Nous devons aussi stimuler l'investissement dans les mesures d'atténuation des changements climatiques comme le transport en commun et le développement de l'énergie propre. Les investissements dans ces secteurs contribueraient non seulement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à créer bon nombre d'emplois de grande qualité et à stimuler l'économie.

Tous ces investissements impératifs pourraient être effectués si l'on évitait d'autres réductions de l'impôt, si l'on éliminait les échappatoires fiscales les plus injustes et inefficaces et si l'on faisait un pas de plus dans la lutte aux paradis fiscaux.

ⁱ Le Bureau du directeur parlementaire du budget a fait mention de 30 milliards de dollars en réduction d'impôt dans le rapport *Analyse des recettes et de l'impact distributif des changements fiscaux fédéraux : 2005 à 2013*, 27 mai 2014 http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Fiscal_Impact_and_Incidence_FR.pdf et le BDPB a aussi estimé que la perte de revenus rattachée à la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés de 18 % en 2010 à 15 % en 2012 est de 11,5 milliards de dollars. <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-notebook/corporate-tax-cuts-costlier-than-tories-let-on-budget-watchdog-says/article612395/>

ⁱⁱ Jim Sanford, "The Failure of Corporate Tax Cuts to Stimulate Business Investment Spending", in **The Great Revenue Robbery**, Between the Lines, 2013, p. 66.

ⁱⁱⁱ Ben Sand and Peter Shawn Taylor, "Harper's Tax Boutique: Rethinking Tax Expenditures in a Time of Deficit," Frontier Centre for Public Policy. Mars 2011.

^{iv} http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Fiscal_Impact_and_Incidence_EN.pdf

^v <http://www.taxfairness.ca/en/news/income-splitting-huge-tax-cuts-rich-families>

^{vi} Marc Lee et Iglia Ivanova, Fairness by Design, CCPA, février 2013 p. 23

http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2013/02/Fairness_By_Design_A_Framework_For_Tax_Reform_In_Canada_0.pdf

^{vii} <http://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2012/taxexp1201-fra.asp>

^{viii} <http://www.taxfairness.ca/en/news/canadian-money-offshore-tax-havens-hits-record-high>

^{ix} http://www.nytimes.com/2014/08/06/upshot/alarm-on-income-inequality-from-a-mainstream-source.html?_r=0